

# De

# vraies

## initiatives et un plan de transition équilibré

FICHE 3

l'énergie



### Le Réseau pour une économie verte (RÉV)

Imaginez que des groupes de défense de l'environnement, des syndicats et des organismes de justice sociale et de jeunes s'unissent pour trouver des solutions réelles de lutte contre les changements climatiques. Ce serait fantastique, non? Eh bien, c'est précisément la mission du Réseau pour une économie verte. Motivés par l'incapacité du Canada à prendre les mesures propices à une authentique économie verte, les dirigeantes et dirigeants de plus de vingt organismes reconnus ont créé le RÉV pour inciter à une transformation radicale de notre économie industrielle. De bons emplois verts sont créés à travers le Canada et d'autres peuvent l'être encore pour réduire les émissions de carbone et élaborer de vraies alternatives aux anciennes méthodes de travail. Le RÉV se situe désormais à l'avant-garde d'un nouveau mouvement social qui veut offrir à tous les Canadiens et Canadiennes un avenir prospère et équitable, avec moins d'émissions de carbone.



## La transition

Pour pouvoir lancer la transition dans les 10 prochaines années, nous maintenons que le gouvernement fédéral se doit de développer une stratégie de développement des énergies renouvelables. Pendant cette période, les pouvoirs publics auront à investir 18,8 milliards \$ pour stimuler le développement de sources d'énergie renouvelables en accordant la priorité aux installations d'énergie éolienne, solaire, géothermique et marémotrice détenues et exploitées par le secteur public. Le plan pourrait également inclure une réduction du développement de petites centrales hydro-électriques et l'identification de biocarburants provenant de sources de biomasse. Étala sur une période de dix ans, l'investissement du gouvernement fédéral se monterait à 1,9 milliards \$, soit moins de 1 % du budget fédéral annuel. Le gouvernement du Canada doit également cesser de subventionner l'industrie du pétrole et du gaz qui favorisent le développement de l'énergie produite à partir de combustibles fossiles au détriment des énergies renouvelables.

Cet investissement de 1,9 milliards \$ permettra de créer 23 500 emplois à temps plein chaque année (ou années personne-travail).<sup>vii</sup>

- i <http://www.ey.com/CA/en/Newsroom/News-releases/2011-Renewable-energy-indices>
- ii <http://allafrica.com/stories/201304260397.html>; <http://www.bloomberg.com/news/2013-04-24/south-africa-metalworkers-to-invest-1-billion-rand-in-renewables.html>
- iii <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2007/02/01/004-coop-regroupees-eolien.asp>
- iv [www.hatsmart.ca](http://www.hatsmart.ca)
- v <http://www.halifax.ca/solarcity/>
- vi <http://www.vrec.ca/>
- vii La méthode prévisionnelle utilisée par le Réseau pour une économie verte pour la création d'emplois s'appuie sur les études effectuées par Robert Pollin, Heidi Garrett-Peltier, James Heintz, et Braken Hendricks, Center for American Progress, « Green Growth », septembre 2014. La formule porte sur le nombre d'emplois créés pour chaque milliard de dollars d'investissement dans trois catégories : emplois créés directement dans les principaux secteurs, emplois créés indirectement dans les secteurs secondaires et d'approvisionnement, et emplois induits dans le commerce de détail et les industries de service.

[www.reseaeconomieverte.ca](http://www.reseaeconomieverte.ca)

mars 2015 — Document préparé pour le Réseau pour une économie verte par le Congrès du travail du Canada en collaboration avec les partenaires du RÉV.



# De

# vraies

## solutions pour une économie verte

FICHE 3

l'énergie



## De vraies initiatives – les énergies renouvelables

Le Canada se trouve à un carrefour. Pour les Canadiens et les Canadiennes, le choix se situe entre poursuivre le modèle économique et social traditionnel ou prendre une nouvelle direction pour l'avenir; celle d'une économie et d'une société respectueuses de l'environnement. Le modèle économique qui traite la planète et les êtres humains comme des produits jetables est obsolète. Au centre de ce choix se trouve la question de l'énergie, celle qui sert à faire tourner nos usines, chauffer nos maisons et nous déplacer. Cette nouvelle économie ne doit pas reposer sur des énergies « polluantes », non renouvelables et provenant de combustibles fossiles, mais sur des énergies « propres », renouvelables et abordables pour tous les Canadiens et Canadiennes.

### Pouvons-nous relever ce défi? Bien sûr!

L'économie verte est bien plus qu'un concept. Il existe de par le monde de nombreux exemples du développement rapide des énergies renouvelables. En fait, le Canada se situait parmi les dix premiers pays au monde pour l'installation d'éoliennes, et selon Ernst & Young, se classe dans les dix premiers pays d'intérêt pour ceux qui veulent investir dans les énergies renouvelables.<sup>i</sup>

Développer nos sources d'énergie renouvelables est indéniablement nécessaire si nous voulons répondre aux besoins futurs de la population canadienne tout en contribuant à la création d'emplois aujourd'hui et à la propreté de notre planète demain. De quelle façon? Lisez la suite.



## 1 % du fonds de pension pour changer l'avenir

Le Syndicat national des métallurgistes sud-africains (NUMSA) a investi 1 % du fonds de pension auquel contribuent 400 000 travailleurs et travailleuses (soit 1 milliard de rands ou 109 millions \$) dans le domaine des énergies renouvelables.

NUMSA représente les travailleuses et travailleurs des secteurs à haute consommation énergétique notamment l'industrie de l'acier, du chrome, de l'aluminium et autres fonderies. Le syndicat représente également des travailleuses et travailleurs des centrales électriques, principalement alimentées par du charbon, ainsi que dans les usines de construction automobile et d'autres secteurs liés aux métaux et à l'ingénierie. De fait, NUMSA organise certains des secteurs les plus « polluants » de la planète, en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de leur impact sur les changements climatiques.

Cela démontre l'engagement des syndicats à mener une action concertée non seulement sur les changements climatiques, mais aussi en faveur d'un secteur public des énergies renouvelables dont l'objectif ne sera pas d'enrichir les investisseurs privés. NUMSA s'appuie sur les fonds de pension des travailleuses et travailleurs pour privilégier la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Ce genre d'initiative peut renverser la tendance et remédier à la situation en démocratisant la gestion et en améliorant le rôle des pouvoirs publics, le contrôle exercé par les collectivités et l'engagement social à l'égard des solutions et des ressources énergétiques indispensables.<sup>ii</sup>



## Halifax Solar City – Chauffe-eau solaires communautaires

Le programme Halifax Solar City, mené par la municipalité régionale de Halifax, ressemble à une taxe d'améliorations locales. Dans le cas où un propriétaire souhaite investir dans des panneaux solaires pour chauffer l'eau de son habitation, il peut demander un prêt à la Ville pour financer l'achat. L'installation doit être réalisée par un « fournisseur agréé ». La Ville ajoute ensuite les paiements échelonnés à la taxe d'habitation annuelle et les investissements sont remboursés endéans 5 à 10 ans.<sup>v</sup>

## Des déchets, un trésor : Le projet de gaz d'enfouissement de Toronto

La Ville de Toronto recueille et brûle les gaz provenant de ses trois plus grands sites d'enfouissement désaffectés : Keele Valley, Brock West et Beare. Des ventilateurs aspirent les gaz par un système de tuyaux installés dans les sites d'enfouissement qui fournit un débit constant de gaz riche en méthane servant à alimenter une centrale électrique. L'électricité produite sur les trois sites contribue à approvisionner la région en énergie et crée des recettes pour la Ville de Toronto.

## Coopérative des énergies renouvelables de Vancouver

La Vancouver Renewable Energy Cooperative (VREC) est une coopérative créée en 2004 par des travailleuses et travailleurs, dont le rôle est de conseiller, de vendre et d'installer des systèmes d'énergie renouvelable dans des logements privés à Vancouver, en Colombie-Britannique. La coopérative installe des appareils à énergie solaire photovoltaïque et éolienne, ainsi que des chauffe-eau solaires pour les habitations et les piscines. Elle loue des systèmes d'alimentation électrique portables et vend des crédits de carbone pour aider à financer des projets d'énergie renouvelable.<sup>vi</sup>

## Le vent des Prairies pousse la Saskatchewan vers l'avenir

Il faut se rendre à l'évidence : la Saskatchewan n'a guère la réputation de promouvoir les énergies renouvelables. Les combustibles fossiles satisfont aux trois quarts de la demande d'électricité de la province, et la dépendance de celle-ci à l'égard du charbon et du gaz naturel est telle que son secteur de l'énergie rejette plus de gaz carbonique par habitant que celui de toute autre province canadienne. Cependant, il semble que la Saskatchewan cherche une bouffée d'air frais dans l'énorme potentiel de l'énergie éolienne !

Par suite de recherches initiales réalisées au cours des années 1990, SaskPower a construit sa première installation de production d'électricité éolienne en 2002. La centrale éolienne Cypress a depuis été agrandie et comprend maintenant 16 éoliennes pouvant produire 11 mégawatts d'électricité. En 2006, SaskPower a commandé la construction de la centrale Centennial, qui comprend 83 éoliennes et produit 150 MW d'électricité. À elle seule, cette centrale peut alimenter 69 000 foyers !

Le gouvernement du Canada a contribué au financement des deux projets dans le cadre du programme Encouragement à la production d'énergie éolienne. Bien que ce ne soit qu'un modeste début, la Saskatchewan a amorcé ainsi son virage vers un avenir plus renouvelable !

## Le nombre des emplois verts augmente !

En 2013, 37 % de Canadiens et de Canadiennes de plus qu'en 2009 travaillaient dans le secteur des énergies renouvelables. Cela signifie que 2 200 nouveaux emplois contribuent à nous assurer un avenir plus vert et plus durable !

## L'Î-P-É est un chef de file mondial en matière d'énergie éolienne

Peu de gens savent que l'Î-P-É joue depuis des décennies un rôle de chef de file dans la mise en valeur de l'énergie éolienne grâce à la recherche, aux essais, à l'innovation et à la collaboration. En 1980, le Terrain d'essais éoliens de l'Atlantique a été inauguré à North Cape, dans l'Î-P-É. Il est devenu plus tard l'Institut de l'énergie éolienne du Canada, qui est l'établissement officiel canadien de recherche et de développement en matière d'énergie éolienne. En 2008, l'Î P É a adopté la Island Wind Energy Strategy qui prévoit un plan à 10 points permettant à la province de faire fond sur la recherche pour se lancer sur le marché de l'énergie éolienne.

En 2015, l'Î-P-É comprend sept parcs éoliens dont la capacité totale est de 173 MW ! La petite île a réussi à mener à bien sa stratégie, à profiter de décennies de recherche et à se classer parmi les principaux producteurs mondiaux d'énergie éolienne. Le vent fournit désormais 30 % de l'électricité de la province !

## Les Coopératives regroupées en énergies renouvelables du Québec (CRERQ), en Gaspésie

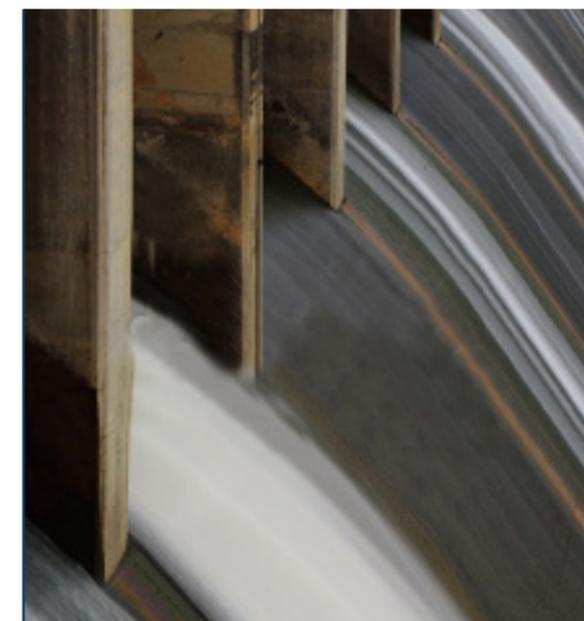
Il s'agit essentiellement d'un consortium de coopératives, principalement situées en Gaspésie, qui se sont réunies pour s'assurer que les collectivités soient les premières concernées par les investissements régionaux dans le domaine de l'énergie éolienne et éviter que des développeurs et de grandes entreprises n'arrivent avec des projets de grande envergure inadaptés aux besoins et intérêts des collectivités.

Les CRERQ facilitent la mise en œuvre de projets éoliens dans les collectivités en répondant aux appels d'offres d'Hydro-Québec et en offrant les services suivants : études de faisabilité, aide à la conception de projets, planification financière, demandes d'assurance-financement et processus de connexion au réseau d'Hydro-Québec.

La charte comporte de nombreux critères pour sauvegarder le rôle central des collectivités dans le processus. Ainsi, le contrôle d'un projet doit pouvoir être assuré à au moins 50 % par les collectivités concernées et tout projet doit d'emblée inclure le développement local d'expertise, d'emplois et d'entreprises. Les coopératives sont les organismes de choix, car elles respectent la transparence et soutiennent les relations à long terme entre les parties concernées.<sup>iii</sup>

## Tirons notre chapeau au programme Hat Smart à Medicine Hat (Alberta)

Le programme Hat Smart offre des incitations financières à l'achat d'un système d'électricité ou d'un chauffe-eau solaire. Le programme dispose de 100 000 dollars en fonds disponibles et couvre 25 % du coût des installations, jusqu'à un plafond de 5 000 \$ par demandeur.<sup>iv</sup>



## Le Yukon étudie le potentiel de la bioénergie

La Société d'énergie du Yukon et Ressources naturelles Canada font équipe pour étudier le potentiel d'intégration de la bioénergie au réseau. Le projet de démonstration de bioénergie du Yukon porte sur les difficultés d'intégration des technologies des énergies renouvelables dans les collectivités nordiques et isolées. L'étude doit permettre de mieux comprendre la viabilité de la production d'électricité au Yukon à l'aide d'une technologie de gazéification à petite échelle et de matières premières locales tirées de la biomasse sous la forme de bois récupéré ou de déchets de bois.

L'exploration du potentiel de production d'énergie à partir de la biomasse offre la possibilité de créer des emplois verts et d'assurer un approvisionnement local en énergie renouvelable dans le Nord !

L'étude a été achevée et les partenaires (y compris le Yukon Cold Climate Innovation Centre, les Premières nations Champagne et Aishihik, la Dakwakada Development Corporation et le village de Haines Junction) sont en train d'examiner les résultats.